

DÉBAT

Grâce à une loi urgente votée à Berne, il est désormais possible de construire de grandes centrales solaires sur les alpages avec jusqu'à 60% de subventions. Mais ce projet ne plaît pas aux mouvements écologistes. Beat Rieder et Christophe Clivaz croisent le fer dans notre nouvelle rubrique de débat.

PAR ALEXANDRE.BENEY@LENOUVELLISTE.CH
PHOTOS SABINE.PAPILLOUD@LENOUVELLISTE.CH



Parcs solaires alpins: le face-à-face Rieder-Clivaz

Jusqu'à l'automne passé, il était inenvisageable de construire des installations photovoltaïques en dehors des zones à bâtir. Mais les Chambres fédérales ont accepté en septembre une loi urgente proposée par Beat Rieder, conseiller aux Etats du Centre. Celle-ci autorise, et subventionne jusqu'à 60%, de grands parcs solaires sur des alpages, jusqu'à ce que 2 TWh, dont la moitié en hiver, soient atteints. Argument principal: en altitude les cellules photovoltaïques produisent autant en été qu'en hiver. Avant ce moment, la stratégie fédérale privilégiait les installations sur les bâtiments existants, mais son développement est jugé trop lent. Et face à de potentielles pénuries d'énergie durant la saison froide, le Parlement a tranché rapidement. Il a ainsi fait primer la production d'électricité sur la protection du paysage et de la nature. Depuis, les projets fleurissent en Valais et en Suisse. A Grenchols, le plus emblématique couvrirait une surface de 3,4 km². En Valais, les mouvements écologistes et les Verts ont lancé un référendum contre le décret cantonal qui applique la loi fédérale. Le conseiller national vert Christophe Clivaz croise le fer avec Beat Rieder.

Christophe Clivaz, votre position sur ce dossier est difficile à comprendre. Vous vous battez contre une énergie renouvelable. Les Verts sont-ils pour le réchauffement climatique?

Christophe Clivaz: Pas du tout. Dans la récolte de signatures, les gens comprennent très bien que nous pouvons poser des panneaux solaires sur les infrastructures existantes. Il n'y a aucune raison d'aller construire en urgence ces grandes installations sur des alpages et sacrifier nos derniers paysages intacts.



Avec cette position, vous prenez le risque d'un manque d'énergie à court terme, ce qui serait catastrophique pour notre économie."

BEAT RIEDER
CONSEILLER AUX ÉTATS DU CENTRE

Beat Rieder: Les Verts commettent une erreur fondamentale. Nous risquons une pénurie d'électricité en hiver et, à l'avenir, nous aurons besoin de 250% de courant en plus pour la mobilité, le chauffage ou la production de carburants synthétiques. Il est faux de tabler uniquement sur le bâti existant

et d'abandonner d'autres moyens de production. Avec cette position, vous prenez le risque d'un manque d'énergie à court terme ce qui serait catastrophique pour notre économie.

Christophe Clivaz: L'approvisionnement électrique hivernal est problématique, je partage le constat. Ce souci a pris de l'ampleur avec la guerre en Ukraine, mais il était déjà présent avant. Pourquoi aller chercher cette production sur des alpages? D'autant plus qu'on ne travaille pas assez sur les économies d'énergie. Si tous les chauffages électriques – et ils ne fonctionnent qu'en hiver – sont remplacés par des pompes à chaleur qui consomment quatre fois moins, nous pouvons économiser 2 TWh, le double de la production hivernale attendue pour ces centrales alpines.

Beat Rieder, pourquoi ne pas activer cette piste?

Beat Rieder: A court terme, nous avons besoin de 8 TWh à 10 TWh d'électricité en hiver. Ce calcul du Conseil fédéral et de la branche inclut les économies d'énergie. A partir de ce constat, que peut-on faire en peu de temps? Construire des barrages, il faut dix ans. Les projets éoliens prennent aussi du temps pour 1 TWh attendu. La population a voté contre le nu-

cléaire. En 2025, l'Union européenne introduira une nouvelle loi qui entend conserver 70% de l'électricité produite pour les Etats membres. Nous devons aller vite et il n'y a pas d'alternative. Ces parcs produisent beaucoup plus qu'en plaine, notamment en hiver.

Christophe Clivaz: Mais ces installations ne se feront pas si vite. L'objectif de ce solaire express c'est 2 TWh dont 1 TWh en hiver. Or, en 2022, les nouvelles installations solaires sur les toits ont produit près de



Dans trois ans, nous aurons donc produit autant sur les toits que ce qui est prévu avec les parcs alpins pour 2030."

CHRISTOPHE CLIVAZ
CONSEILLER NATIONAL VERT

1 TWh, dont environ 30% en hiver et ce chiffre est en augmentation. Dans trois ans, nous aurons donc produit autant que ce qui est prévu avec les parcs alpins pour 2030. C'est une hérésie de mettre autant d'argent pour un résultat si peu satisfaisant. De plus, ces projets vont cannibaliser le photovoltaïque

sur les toits des particuliers et des entreprises, car aujourd'hui l'offre n'arrive pas à suivre la demande.

La stratégie énergétique 2050 vise spécifiquement le bâti existant pour le solaire. Pourquoi avoir changé d'optique?

Beat Rieder: Aujourd'hui, nous ne produisons que 4% de notre électricité avec ces petites installations. Il est illusoire de penser que nous pouvons combler notre déficit hivernal avec ça car, premièrement, il n'y a aucune obligation de le faire, le Parlement fédéral a refusé cette contrainte pour les surfaces inférieures à 300 m² parce que la population ne veut pas qu'on lui impose un choix. Deuxièmement, les gens n'ont pas l'argent pour le faire. Et troisièmement, toutes les structures ne sont pas adaptées.

Christophe Clivaz: Je ne suis pas d'accord. Beaucoup de monde a envie de produire sa propre énergie renouvelable, surtout si la Confédération en finance 60%. Quant à l'argent, visiblement les grands groupes derrière ces projets n'en ont pas non plus puisqu'ils ont besoin de subventions pour les faire. Avec les toits nous disposons d'un potentiel théorique de 67 TWh annuels. C'est plus que la consommation du pays. Rien qu'en Valais, sur les surfaces de plus de 200 m², on peut pro-



Entre le conseiller national vert et le conseiller aux Etats, les priorités énergétiques se posent de façons drastiquement opposées.

duire de 1 à 1,8 TWh supplémentaire, selon une étude du canton. Je ne comprends pas pourquoi on n'utilise pas ce potentiel, plutôt que d'aller dépenser beaucoup d'argent pour, finalement, assez peu de production. Sommes-nous obligés d'aller là où le KWh coûte très cher parce qu'il faut construire des lignes à haute tension et des transformateurs, alors que l'autoconsommation est le système le plus logique et le plus performant.

Beat Rieder: Ce que vous dites est pure théorie, tandis que là, nous produisons 2 TWh avec des projets concrets, développés par les spécialistes qui ont construit notre force hydraulique. Ils ont l'expérience, la sagesse et le savoir-faire. Devons-nous laisser les entreprises suisses investir dans des parcs en Espagne ou ailleurs, alors que nous avons les moyens de le faire chez nous? L'énergie est fondamentale pour l'industrie

sont claires. Aucune infrastructure ne sera installée dans les zones protégées, comme les marais et les biotopes d'importance nationale. Bien sûr, ce n'est pas idéal de le faire sur des alpages. Mais chaque centrale doit produire 10 GWh au minimum, ça signifie qu'on les concentre à certains endroits. Les installations devront être démontées une fois que le solaire sur le bâti existant sera suffisant. Nous ne pouvons pas mettre plus de conditions et à moins de construire ces centrales sous terre, je ne vois pas comment faire.

Christophe Clivaz, vous exagérez. Il y a peu de biodiversité à Grenchols.

Christophe Clivaz: Le seul enjeu n'est pas de protéger le paysage, mais aussi l'efficacité de chaque franc investi, comme je l'ai dit. Cette pelouse alpine est très fragile et les biologistes ne savent pas quels seront les effets de ces installations. Prévoir le démontage, c'est bien, mais il faut imaginer qu'à Grenchols la centrale nécessitera quasiment un million de forages pour ancrer les structures. Cela laissera forcément des traces après cinquante ou huitante ans. Il y a une incompréhension politique quant à l'importance de la biodiversité et la gravité dans laquelle elle se trouve. Avoir de l'eau potable, des forêts qui nous protègent ou des abeilles qui pollinisent, ces bases du vivant risquent de ne plus être là dans deux générations.

Beat Rieder: Ce n'est pas vrai. Avec 23% à 24% d'espaces protégés, la Suisse fait déjà beaucoup pour la biodiversité.

Christophe Clivaz: Ces pourcentages ne disent rien au niveau qualitatif. La question est: combien d'espèces disparaissent? Et la Suisse est en queue

du peloton européen. La biodiversité s'effondre.

Avec cette loi, et c'est nouveau, vous placez la production d'énergie au-dessus de la protection de la nature et du paysage. Ce n'est pas mesuré pour notre pays de compromis.

Beat Rieder: C'est exactement mesuré! La protection de la nature est très importante, mais elle ne peut primer sur d'autres intérêts d'importance nationale. La Constitution le dit. Si nous ne faisons pas ces centrales solaires, d'autres forces politiques vont très vite proposer le retour des centrales nucléaires. Que préférez-vous?

Christophe Clivaz: La Constitution laisse une marge de manœuvre aux parlementaires. Mais la pesée d'intérêts est un principe cardinal avec lequel on ne doit pas trop jouer. Ici on est vraiment à la limite en privilégiant l'intérêt de la production énergétique à celle de la protec-

tion de la nature et du paysage. **Beat Rieder:** Nous avons limité les zones où peuvent se faire les projets. Nous avons limité la production. Nous avons limité le temps d'activité. Nous ne pouvons limiter plus. Avec votre philosophie, nous n'aurions aucun tunnel, aucun barrage. Avec sa force hydraulique et ces centrales, le Valais peut démontrer à la Suisse qu'il est la batterie du pays. C'est d'une grande importance politique pour le canton. **Christophe Clivaz:** Un jour un politologue s'intéressera à ces trois semaines qui ont vu une loi si importante être validée si vite avec pour seule base de décision un article de Peter Bodenmann.

Vous avez perdu ce combat. Pourquoi lancer en Valais un référendum inutile puisqu'il ne changera pas la loi fédérale?

Christophe Clivaz: Nous souhaitons un débat démocratique sur le solaire alpin et que le Conseil d'Etat revienne sur son décret et mette des critères de sélection pour savoir quels projets font le plus de sens par rapport aux questions paysagères, à la biodiversité, au coût ou à la connexion au réseau.

Beat Rieder: Il est illusoire de penser qu'un canton peut fixer des conditions différentes. Sur ce référendum, je suis sévère. Vous n'avez pas réussi à mettre ces critères dans la loi et vous tentez de passer par la porte de derrière. Cette démarche ne sert qu'à avantager les autres cantons.

Avec cette loi, Beat Rieder, vous donnez des milliards aux énergéticiens qui n'ont rien investi ces quatre dernières décennies pour augmenter nos capacités de production.

Beat Rieder: C'est une faute de développement de la Suisse, c'est exact. Et cette faute nous devons la corriger. Avec cette loi, nous donnons des possibilités et des moyens aux communes et aux propriétaires qui mandatent les entreprises énergétiques, par exemple les FMV, comme nous avons fait pour les barrages.

“Vous n'avez pas réussi à mettre ces critères dans la loi et vous tentez de passer par la porte de derrière.”

BEAT RIEDER
CONSEILLER AUX ETATS DU CENTRE

et pour l'économie. Sans elle nous sommes perdus. Je ne veux pas prendre ce risque. Sans énergie pas d'économie et pas de protection de la nature.

Et sans biodiversité, pas de vie. Pourquoi aller construire dans des espaces vierges?

Beat Rieder: Les conditions

“Quant à l'argent, visiblement les grands groupes derrière ces projets n'en ont pas non plus puisqu'ils ont besoin de subventions pour les faire.”

CHRISTOPHE CLIVAZ
CONSEILLER NATIONAL VERT

de la nature et du paysage. **Beat Rieder:** Nous avons limité les zones où peuvent se faire les projets. Nous avons limité la production. Nous avons limité le temps d'activité. Nous ne pouvons limiter plus. Avec votre philosophie, nous n'aurions aucun tunnel, aucun barrage. Avec sa force hydraulique



«Cause toujours!» Episode 1

L'ironie tombe comme un couperet et décapite l'argumentation de l'adversaire.

«Cause toujours!» Un brin provoc. Un nom parfait pour une rubrique de débat.

Ce sont Beat Rieder (le Centre) et Christophe Clivaz (les Verts) qui inaugurent notre premier épisode. Au menu pour les deux élus: les projets de parcs solaires géants dans nos alpages. Mais le format «Cause Toujours» ne se cantonne pas qu'à la politique. Une fois par mois, il mettra en lumière toutes sortes de sujets de société grâce à un débat incarné par deux personnalités.

Il sera condensé en vidéo, pour ceux qui aiment quand ça va vite, et plus profond par écrit, pour ceux qui préfèrent plonger dans les détails et faire durer le plaisir.

Et pour ceux que ça n'intéresse pas; ils peuvent toujours causer.

